

« Voir les communautés, endiguer le communautarisme », Le Monde, 23 avril 2003.

SAMEDI, Nicolas Sarkozy se faisait huer par 10 000 personnes au rassemblement de l'Union des organisations islamiques de France (UOIF) lorsqu'il évoquait l'obligation, pour les femmes musulmanes pratiquantes d'être tête nue sur leurs photographies d'identité.

Ce fait prend un relief particulier dans le contexte de ces dernières années, marquées en France par des replis identitaires forts et l'idéologisation des affrontements du Moyen-Orient.

Il y a peu, des foules manifestaient dans les rues contre la guerre en Irak : des slogans vilipendaient un « Busharon assassin », des drapeaux israéliens avec des croix gammées et des bannières pro-irakiennes étaient brandis, des militants du mouvement de gauche juif Hachomer Hatzair étaient tabassés. Un anti-américanisme simpliste réduisait l'Amérique à la politique belliqueuse du gouvernement Bush et se doublait, chez certains, d'un antisémitisme remis au goût du jour...

La seconde Intifada et la projection du conflit en Occident avaient déjà induit une division du monde manichéenne, entre vertueux et méchants. La guerre en Irak n'a fait que l'accentuer. Les vertueux des uns sont les méchants des autres. Le partage des rôles varie au gré des événements ou des images et des informations qui nous parviennent. Dans un monde qui pare les victimes, réelles ou imaginaires, de toutes les vertus, la dichotomie entre méchants Israéliens et bons Palestiniens, méchants Américains et bons Irakiens n'a pas de quoi surprendre.

Intifada, 11 septembre 2001 - dont l'impact médiatique a d'abord érigé les Arabes en ennemis absolus -, guerre en Irak : en France, la position de certaines couches d'origine maghrébine n'a fait que se durcir à l'encontre des juifs, renforçant du coup la méfiance des juifs envers elles et envers des pouvoirs publics accusés de faiblesse face aux violences dont ils étaient la cible. D'autre part, les médias, taxés de propalestinisme, n'étaient pas plus épargnés. Après l'élection de Jacques Chirac, on a certes assisté à une retombée provisoire de cette judéophobie. Mais le bouchon du racisme et de l'antisémitisme avait bel et bien sauté : ce qui se passe dans les écoles de certaines banlieues le prouve.

Peut-on attribuer le tout aux affrontements meurtriers qui secouent Israël et la Palestine et à leur débordement en Europe, là où Juifs et Arabes se côtoient ? A suivre les récentes manifestations pacifistes et les conversations de café du commerce, une idée générale, plutôt réductrice, ramène le conflit israélo-palestinien et le conflit irako-américain à un seul et même conflit. Américains et Israéliens se déchaîneraient ensemble contre les Arabes.

Ces conflits-gigognes, ainsi assemblés dans la tête de beaucoup, pallient un vide ou un désarroi idéologique. On est loin, en l'occurrence, d'une attitude réellement critique à l'égard de la politique américaine ou de la politique israélienne - pour ne pas parler d'une critique de la politique palestinienne ou irakienne.

Ces jeunes, qui manifestaient pour la paix ou contre l'occupation, avaient sans doute raison. Mais connaissaient-ils vraiment les tenants et les aboutissants de ce qu'ils condamnaient ? Avaient-ils conscience de la portée des slogans qu'ils proféraient ? Leur inspiration est humaniste, mais son expression fleure bon l'idéologie - vague idéologie sans soubassement aucun. Leurs aînés ne sont pas à la traîne. En Europe, jusqu'à la prise de Bagdad, on était tenu de se positionner pour ou contre la guerre en Irak ; et l'on se doit toujours de choisir clairement son camp dans le conflit israélo-palestinien.

Soutenir fermement l'existence d'Israël et réclamer l'évacuation des territoires occupés et la fondation d'un Etat palestinien viable est le plus souvent considéré par les éléments extrémistes de la collectivité juive comme suspect de « propalestinisme », et par les propalestiniens radicaux comme suspect de sionisme ! Quant aux intellectuels d'origine arabe, ce genre de position ne suscite pas de leur part de commentaires substantiels. Les périodes de tension ne sont pas propices à la nuance, mais juger ainsi des conflits du Proche-Orient ne risque pas de favoriser le dialogue entre les diverses composantes de la nation.

Au contraire, voilà qui est susceptible de nourrir la haine que génèrent les idéologies dans leur vision binaire : ceux qui sont avec nous, et les autres. Cette position est plus flagrante encore au sein des groupes directement concernés, musulmans aussi bien que juifs, même si tous leurs membres sont loin de s'y reconnaître. Ne sommes-nous pas, au niveau international, dans la logique « croisade contre djihad » ?

Si la projection de ces conflits a été si prégnante chez nous, c'est que le communautarisme à la française est une réalité déjà bien installée. Un communautarisme que les pouvoirs publics, dans leur volonté de le cerner, ne font que renforcer.

La mise en place du Conseil français du culte musulman (CFCM) en est un nouveau signe. Quel besoin l'Etat républicain et laïc avait-il d'apporter un surcroît de crédit et un label de représentativité à une structure de nature religieuse dont les principales composantes sont, en outre, politiquement sous la coupe d'autres Etats ? Fallait-il reproduire, à deux siècles de distance, le paradigme communautariste des consistoires institués par Napoléon pour contrôler le culte juif ?

Dissous depuis la loi de séparation de l'Eglise et de l'Etat, ils se sont transformés en associations culturelles, la représentation politique de la collectivité juive revenant désormais au CRIF, fondé dans la clandestinité, en 1944, à l'initiative des juifs eux-mêmes. De

surcroît, les consistoires napoléoniens furent longtemps dominés par des notables non pratiquants, les rabbins y étant réduits à la portion congrue.

Ces dernières décennies, souhaitant disposer d'interlocuteurs directs et représentatifs des différentes « communautés » du pays, l'Etat n'a fait que renforcer leur pouvoir, jusqu'à les ériger malgré lui en groupes de pression. Et, pourtant, à ne considérer que les juifs, on sait que leurs institutions en représentent au mieux 30 %. Le CFCM ne devrait pas être plus représentatif. Adoubees par l'Etat, investies symboliquement d'un pouvoir qu'elles n'ont pas en réalité sur leurs troupes, ces structures risquent d'agir de plus en plus comme des lobbies dans l'espace public et de stimuler le communautarisme, afin d'élargir leur champ d'action et leur influence politique.

On n'en est pas là, mais on n'en est pas si loin. Le vrai danger n'est pas dans le port du foulard à l'école. Son interdiction autoritaire pourrait en faire un symbole de résistance. Se focaliser dessus éloigne des vrais problèmes qui pointent en milieu scolaire : les risques d'affrontement, déjà existants, entre élèves issus de milieux religieux et ethniques divers, et les tensions réelles, susceptibles de déborder sur la scène nationale.

L'époque de la France intégratrice confinant la religion à la sphère privée semble close. Mettre en avant son appartenance ethno-religieuse n'empêche plus de se considérer comme Français à part entière. Ce nouveau modèle dominera le paysage social dans les années à venir. La République a longtemps endigué l'expression de l'autre versant de la francité - l'identité ethno-confessionnelle ; elle n'a plus les moyens de le faire. Elle doit l'accepter, mais en la gérant avec doigté, de sorte à éviter qu'elle envahisse la sphère publique et l'empêche de fonctionner dans une relative harmonie. Pour 78 % des musulmans interrogés lors d'une récente enquête, l'islam est compatible avec les valeurs de la République. Il serait intéressant de mener la même enquête auprès des juifs.

Les Arabes et les Juifs en France sont souvent tentés de doubler leur affirmation identitaire, d'autant plus bruyante que fragile et inquiète, par une identification à des protagonistes en guerre ailleurs, Israéliens, Palestiniens ou Irakiens. Il n'y a pas de solution miracle, et le durcissement menace si ces conflits se prolongent. La crise économique risque de jouer dans le même sens, et l'on peut redouter de fortes poussées d'antisémitisme et de racisme et des retranchements communautaires accrus, sans que cela signifie un essor de la pratique religieuse.

Une laïcité qui ne nie pas les nouvelles recompositions, aussi bien religieuses que culturelles, un enseignement qui prenne acte de cette réalité et ne se braque pas sur des principes qui ne sont plus opérants, un travail de communication entre les tenants de ces différentes appartenances sans voir partout se profiler les prémices du fondamentalisme ou le spectre du communautarisme à l'américaine, voilà peut-être les symboles de la République : Liberté, Egalité et Fraternité, reconfigurées selon les exigences du contexte actuel.